

# LA PAIX EN QUESTION

988118

*ef. de L'Union*  
*19.4.58*

**A LA FIN** de la première semaine de la crise libano-irakienne, la situation militaire et diplomatique n'est guère plus claire que lors de l'éclatement de la révolution du quatorze juillet à Bagdad. Certes, des troupes américaines ont pris pied sur les rivages libanais — elles comprennent maintenant six mille fusiliers-marins — et, en Jordanie, les parachutistes anglais sont venus appuyer le roi Hussein contre une éventuelle extension de la révolution. Les Anglo-Saxons ont ainsi voulu montrer leur volonté de ne pas laisser se détériorer la situation politique au Moyen-Orient jusqu'au point de voir compromis des intérêts stratégiques et économiques d'importance primordiale.

Aux frontières de la Turquie, les troupes russes et yougoslaves ont immédiatement donné une publicité inquiétante à ce qui — selon les communiqués officiels de Moscou et de Sofia — ne sont que des manœuvres prévues de longue date.

Les buts de ces déploiements militaires ont été définis par les gouvernements de Londres et de Washington. Au Liban, il s'agit de permettre de donner au président Chamoun un successeur qui ne fasse pas tomber le pays dans l'anarchie. En Jordanie, il s'agit d'apporter à un jeune roi les moyens de lutter contre la vague de nationalisme pan-arabe qui a emporté Fayçal à Bagdad. Mais derrière les motifs avoués, les raisons véritables apparaissent qui ne concordent pas nécessairement selon qu'elles sont américaines ou anglaises.

Les Etats-Unis sortent d'une longue et néfaste léthargie qui leur a fait accepter des gestes aussi contestables que la nationalisation, en 1956, de la Compagnie du canal de Suez par Nasser. Ils ont compris que le Moyen-Orient n'était pas seulement la foire d'empoigne d'un capitalisme européen toujours prêt à la revanche, mais aussi un nœud stratégique que chaque accession au pouvoir d'un partisan de Nasser rend moins certain. En répondant à l'appel du président Chamoun, ils entendent essentiellement faire comprendre aux peuples arabes et aux responsables du secrétariat des Nations unies qu'ils ne veulent pas indéfiniment être dupes.

L'action britannique n'est pas fondée sur les mêmes mobiles. Les intérêts de la Grande-Bretagne dans cette partie du globe sont vitaux. M. Eden l'avait rappelé lors de l'expédition de Suez. Pour l'Angleterre, c'est une question de vie ou de mort. Les nouveaux chefs politiques de l'Irak l'ont bien compris qui, hier, annonçaient que la livraison du pétrole serait garantie. C'est donner aux travaillistes, violemment opposés dans cette question à M. MacMillan, des armes qu'ils ne manqueraient pas d'utiliser dans le prochain débat de politique étrangère qui aura lieu mardi à la Chambre des communes.

Quant à la France, ainsi que l'Allemagne et l'Italie, elles font preuve toutes trois d'une réserve pleine de nuances. Paris a tenu à montrer que les navires français pourraient éventuellement participer à une action commune des Occidentaux au Moyen-Orient. Mais le gouvernement du général de Gaulle semble peu prêt à se lancer inconditionnellement dans une action où il assumerait sans bénéficiaire d'avantages, des risques considérables en raison de sa politique nord-africaine.

A Rome et à Bonn, on se tient sur la ligne de touche et l'on ne cache pas un désir de sortir les Anglo-Saxons de leur délicate position.

Face à ce front ondulant de l'Occident, les Soviétiques organisent leur propagande et mobilisent les pays satellites pour une vague de protestation pacifiste dont l'hypocrisie n'apparaît pas aux neutralistes. M. Nehru — que le risque calculé impressionne davantage que le pourrissement d'une situation — a déjà condamné l'intervention anglo-saxonne.

Le front neutraliste se reforme sous la pression des événements et Moscou compte sur cette union des pseudo-pacifistes pour éviter une intervention militaire.

Ces dissensions entre les Occidentaux et l'isolement des Anglo-Saxons réduisent les amis de la « paix à la petite semaine ». Ce serait oublier que les coups d'épée dans l'eau provoquent, chez ceux qui les donnent trop souvent, des réactions dangereuses pour la paix véritable.

François Gross.